- c) Les ressortissants canadiens qui résident hors du territoire de la République fédérale d'Allemagne sont admissibles à l'assurance volontaire aux termes de l'assurance-pension allemande s'ils ont effectué des cotisations valables à ce dernier régime pour au moins soixante mois civils, ou s'ils étaient admissibles à l'assurance volontaire aux termes de la législation transitoire qui était en vigueur avant le 19 octobre 1972. Cette disposition s'applique également aux personnes spécifiées aux alinéas b) et c) de l'article 3 qui résident sur le territoire du Canada. Les ressortissants canadiens et les réfugiés au sens de l'alinéa b) de l'article 3 qui résident sur le territoire du Canada sont également admissibles à l'assurance volontaire aux termes de l'assurance-pension allemande si, en vertu des dispositions de la Convention de sécurité sociale entre la République fédérale d'Allemagne et le Canada en date du 30 mars 1971, ils ont effectué une cotisation volontaire à l'assurance-pension allemande au plus tard le jour précédant l'entrée en vigueur du présent Accord.
 - d) Aux fins de la législation du Canada, l'article 4 s'applique également aux personnes spécifiées à l'alinéa e) de l'article 3.
4. Relativement à l'article 5 de l'Accord:
- a) L'article 5 s'applique, le cas échéant, aux prestations en espèces payables aux termes de l'assurance-accident allemande aux bénéficiaires qui sont des ressortissants canadiens et qui résident sur le territoire d'une province du Canada, à condition que les lois de ladite province relatives à l'assurance-accident statutaire prévoient le versement de prestations en espèces similaires aux ressortissants allemands résidant sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Cette disposition s'applique également, le cas échéant, aux personnes spécifiées aux alinéas b), c) et d) de l'article 3 qui résident au Canada sur le territoire d'une des provinces de ce pays, à condition que les lois de cette province relatives à l'assurance-accident statutaire prévoient le versement de prestations en espèces similaires aux personnes spécifiées aux alinéas b), c) et d) de l'article 3 qui résident sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne.
 - b) La législation allemande relative aux prestations en espèces fondées sur des périodes d'assurance accomplies aux termes des lois autres que la loi fédérale n'est pas touchée.
 - c) La législation allemande relative aux prestations en espèces au compte d'accidents de travail (y compris les maladies professionnelles), pour lesquelles l'intéressé blessé n'était pas assuré aux termes de la loi fédérale au moment où l'accident est survenu, n'est pas touchée.
 - d) La législation allemande relative aux prestations médicales et professionnelles et aux prestations supplémentaires en vue de la réadaptation servies par une institution d'assurance-pension n'est pas touchée.